

Vox geographica

Sophie Blanchard

7 décembre 2008

Bolivie, retour sur six mois de crise

Sophie Blanchard est docteur en géographie et PRAG à l'Université Paris 12 - Val de Marne.

Les 9, 10 et 11 septembre 2008, de violents affrontements ont secoué la région de Santa Cruz, dans l'est de la Bolivie. Des partisans de l'autonomie départementale ont attaqué des institutions publiques et se sont heurtés aux forces de l'ordre. Cette crise fait suite à un printemps et un été agités, qui ont vu la remise en jeu du mandat des principaux dirigeants politiques du pays au cours d'un « référendum révocatoire ». La situation, qui reste aujourd'hui explosive, traduit les déséquilibres politiques et territoriaux boliviens.

La Bolivie, divisions administratives



- Pando** Département
- Limite des Andes
- Villes principales
- Départements orientaux
- Départements andins

Elaboration Sophie Blanchard, 2008.

La Bolivie, depuis l'élection en 2005 du charismatique leader syndical Evo Morales à la présidence, semble ne pas connaître de repos. Dans ce pays partagé entre montagnes et plaines tropicales, on observe une fracture croissante entre les Andes, plus densément peuplées, plus paysannes, plus indigènes et plus pauvres, et les Basses terres de l'est du pays, espaces de faibles densités mieux dotés en ressources naturelles. Ces tensions se sont aggravées au printemps 2008 ; les affrontements, d'abord feutrés, se sont transformés au mois de septembre en un violent conflit ouvert. Ce conflit oppose le gouvernement bolivien d'Evo Morales et ses partisans, appuyés par son puissant parti, le MAS (*Movimiento al socialismo*), aux gouverneurs des départements autonomistes de l'est du pays, soutenus par une partie des populations orientales. Les enjeux du conflit sont multiples. À première vue, l'origine du

problème semble être la demande d'autonomie des départements orientaux du pays (les départements de Beni, Pando, Santa Cruz et Tarija), qui réclament une plus grande liberté de gestion politique et économique. Mais cette revendication d'autonomie dissimule des points d'achoppement majeurs. Si les gouverneurs des départements des Basses Terres souhaitent tant acquérir l'autonomie financière, c'est pour limiter la redistribution des richesses nationales et éviter la mise en place de la réforme agraire. Les préfets des départements orientaux revendiquent une part plus importante des revenus du pétrole et du gaz. Par ailleurs, la réforme agraire lancée en 2006 par le président Evo Morales menace un autre pan de l'économie de l'*Oriente*, les grands domaines agricoles des basses terres dont le fleuron est la production de soja. Les propriétaires de ces grands domaines se sentent menacés par la réforme agraire, à juste titre, puisque le but affiché de cette réforme est de redistribuer les terres des réserves naturelles et des grandes propriétés sous-exploitées. Les grands propriétaires de Santa Cruz, qualifiés par la nouvelle classe politique bolivienne, issue des mouvements syndicaux et indigènes, d'« élite blancoïde », sont sur la sellette. Les revendications autonomistes suscitent de vives protestations dans la partie andine du pays, tant au niveau du gouvernement central - qui refuse de perdre une partie considérable de ses ressources (le département de Santa Cruz contribue en effet pour environ 30% au PIB national) - que dans les rangs des organisations paysannes, syndicales et indigènes qui soutiennent le gouvernement.

La mise en place de la réforme agraire a ravivé les antagonismes entre les tenants des deux tendances politiques contradictoires qui montent en puissance depuis une dizaine d'années en Bolivie, le régionalisme et l'indigénisme. Le mouvement régionaliste s'affirme depuis le début des années 2000 dans le département de Santa Cruz, autour du Comité pro-Santa Cruz, organisme corporatiste formé par les dirigeants des principales branches d'activité économique du département. Ce mouvement a gagné les départements voisins de Tarija, Beni et Pando : les quatre départements orientaux se sont associés en une entité informelle partageant des intérêts économiques communs, la *Media Luna* (nom dérivé de la forme de demi-lune qu'ils dessinent sur la carte de la Bolivie). Dans le même temps, les revendications indigénistes incarnées par le nouveau pouvoir politique et la figure emblématique d'Evo Morales, « premier président indigène d'Amérique du Sud », rencontrent de plus en plus d'audience chez les populations paysannes et les classes populaires urbaines des départements occidentaux du pays. Les récents conflits viennent rappeler la force des identités départementales en Bolivie : les départements sont plus que de simples subdivisions administratives. Lorsque que naît en 1825 la République de Bolivie, elle est divisée - dès 1826 - en cinq départements (La Paz, Cochabamba, Santa Cruz, Chuquisaca et Potosi) qui reprennent les contours des audiences de l'époque coloniale. La carte des départements a été remaniée au cours de l'histoire de la République, pour aboutir au système actuel, mais le département reste un référent identitaire majeur.

Dans ce contexte tendu, les élites économiques des quatre départements orientaux ont lancé une campagne politique en faveur de l'autonomie départementale. Après l'échec d'un premier référendum national sur la question de l'autonomie en 2006, les préfets y ont organisé des référendums en mai et juin 2008. Tous les départements ont approuvé des statuts d'autonomie, ce qui a eu pour effet de provoquer une crise politique majeure entre le gouvernement national et les autorités départementales. Pour résoudre cette crise, un « référendum révocatoire » remettant en jeu le mandat du président Evo Morales, du vice-président Avaro Garcia Linera et des préfets des départements, notamment celui du préfet de Santa Cruz, le très charismatique Ruben Costas, a eu lieu le 10 août. Ce référendum a confirmé dans leurs mandats les préfets des départements orientaux, qui disposent d'une solide base électorale locale, mais aussi le

tandem exécutif, soutenu par l'opinion publique andine, et a donc entériné les désaccords existants sans les résoudre.

L'explosion de violence de septembre 2008 n'est donc qu'une nouvelle étape de la crise politique. On peut d'abord lire les affrontements comme des manifestations hautement symboliques des velléités autonomistes. À ce titre, les heurts qui se sont produits mardi 9 septembre 2008 à Santa Cruz ont valeur d'exemple. Les « prises » d'institutions gouvernementales s'inscrivent dans le droit fil des revendications autonomistes. Ce jour-là, des étudiants membres de l'Union juvénile crucénienne (groupuscule qui joue le rôle de bras armé des autonomistes) prennent d'assaut des bâtiments publics. Les lieux choisis par les assaillants ont une valeur symbolique ; ils occupent notamment le centre des impôts internes, qui représente la main mise de l'État central sur les ressources locales, l'Institut National de la Réforme Agraire et de la Superintendance forestière, instances qui gèrent dans le département la mise en application de la réforme agraire, très contestée par les autonomistes, mais aussi la Direction départementale du travail, les locaux de la Migration, des services postaux (Ecobol) et de la compagnie du téléphone (Entel). Ces occupations engendrent des affrontements avec la police qui font de nombreux blessés. D'autres bâtiments sont détruits, notamment ceux de Canal 7, siège de la radio-télévision publique, qui représente l'information « officielle » et est par là même la « voix » du MAS, ainsi que ceux d'une ONG, le CEJIS (Centre d'études juridiques et d'investigation sociale). L'annexion de ces institutions n'est que temporaire : elles sont rendues aux autorités le 18 septembre. Leur conquête a donc eu pour effet d'affirmer la domination symbolique des autorités préfectorales sur la destinée du département de Santa Cruz.

Cependant, les heurts de septembre 2008 ne se limitent pas à une prise de pouvoir symbolique. A Santa Cruz, des affrontements ont eu lieu dans le quartier populaire du Plan 3000, bastion local du MAS. Dans le Pando, les affrontements entre autonomistes, forces de l'ordre et défenseurs de la politique gouvernementale ont pris un tour meurtrier. On a dénombré vingt morts, parmi lesquels dix-huit manifestants qui soutenaient le gouvernement, paysans pour la plupart, tués dans des circonstances obscures et sous les yeux des policiers anti-émeute. Une enquête a été ouverte pour faire toute la lumière sur ce massacre, alors que des suspicions pèsent sur le préfet du Pando Leopoldo Fernandez et son entourage.

Contre les initiatives des autonomistes, les partisans du gouvernement ont menacé d'assiéger Santa Cruz à la mi-septembre, avant de lever le siège le 23 septembre. Il n'est pas surprenant que la contre-offensive ait eu lieu dans le département de Santa Cruz, reflet des affrontements au niveau national. La zone de Santa Cruz a connu depuis les années 1960 un mouvement de migration de population des Andes vers les Basses terres qui, depuis les années, a amené sur ces terres orientales des paysans et des citoyens venus des montagnes. Le département de Santa Cruz est ainsi devenu un creuset, une Bolivie en réduction, ce qui fragilise les revendications des autonomistes et transporte l'affrontement entre le pouvoir central de La Paz et Santa Cruz au cœur même de la capitale orientale. Ainsi, les assiégeants du mois de septembre, colons paysans de Santa Cruz et planteurs de coca du *Chapare*, sont issus du mouvement syndical et des tendances indigénistes. Leur action n'est pas sans rappeler le siège de La Paz, mené en 1781 par les rebelles indiens de Tupac Katari. Ces menaces de siège ravivent la peur des « masses indiennes » ancrée dans l'histoire bolivienne. Sur le plan international, les deux parties qui s'opposent en Bolivie reflètent une Amérique divisée. Le gouvernement d'Evo Morales forme, avec ceux d'Hugo Chavez et de Raul Castro, l'axe de la nouvelle gauche latino-américaine, creuset d'une opposition de plus en plus vive à la politique des Etats-Unis. Les autonomistes, par contre, se revendiquent plus de la tradition libérale.

Ceci explique en partie l'expulsion, le 11 septembre 2008, de l'ambassadeur américain Philip Goldberg, accusé par le gouvernement de La Paz de conspirer en faveur des autonomistes. En réaction, les Etats-Unis ont à leur tour expulsé l'ambassadeur bolivien, tandis qu'Hugo Chavez expulsait par solidarité l'ambassadeur américain au Venezuela. A la crise interne se surimpose donc une crise internationale.

Devant tant de contradictions et d'antagonismes, la sortie de crise actuelle apparaît précaire. Les timides négociations menées en septembre entre les gouverneurs des départements orientaux et le gouvernement ont débouché en octobre sur une trêve provisoire. La volonté du gouvernement de faire approuver par le Congrès la nouvelle constitution (la Bolivie est en effet prise dans un mouvement de refonte constitutionnelle depuis plusieurs années) l'a amené à faire des concessions sur la question de la terre et sur les modalités d'application de la réforme agraire. En renforçant les droits des peuples indigènes, notamment sur le plan juridique, cette nouvelle constitution devrait favoriser la mise en oeuvre de la réforme agraire. La main mise de l'Etat sur la gestions des terres y est réaffirmée, mais le contexte agité a amené les constituants à faire des concessions sur l'autonomie départementale, qui est intégrée à un système complexe d'autonomies à différents niveaux allant de l'échelon départemental à l'échelon municipal, en passant aussi par l'autonomie des communautés indigènes. Les rapports de force entre ces différentes entités restent pour le moment à préciser. Ce fragile armistice entre autonomistes et partisans d'Evo Morales est suspendu au résultat du référendum constitutionnel, qui doit ratifier cette nouvelle constitution, prévu pour le 25 janvier 2009. Les problèmes qui ont causé la crise du mois de septembre ne sont donc pas résolus, mais seulement mis entre parenthèses.

Sophie Blanchard